



facilitateur d'implantation

<p>Cadre réservé à l'administration</p> <p>Numéro de la demande d'autorisation :</p> <p>Date du dépôt de la demande</p>
--

**TAXE D'EQUIPEMENT
(R 02)**

POUR TOUTES DEMANDES D'AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE DEFINITIVES EN ZONE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL OU D'ACTIVITES MIXTES (LZIAM)

Important : Ce document doit être déposé en deux exemplaires datés et signés auprès de la direction des autorisations de construire, conjointement au dossier de requête en autorisation de construire, accompagné au besoin de toutes les pièces justificatives.

Numéro(s) de parcelle(s) :	
Commune(s) :	
Type de zone :	ZDIA <input type="checkbox"/> ZDAM <input type="checkbox"/>

Conformément à la loi générale sur les zones de développement industriel ou d'activités mixtes (L 1 45), la délivrance de toute autorisation de construire définitive en zone de développement industriel ou d'activités mixtes est conditionnée à l'engagement que prend le propriétaire ou le superficiaire, par la signature du présent formulaire, de s'acquitter de la taxe d'équipement contribuant aux coûts de réalisation d'équipement des ZDIA/ZDAM (LZIAM art. 6 Participation aux frais) et selon le règlement directeur de chaque zone concernée (LZIAM art. 3 Règlement directeur).

Il est à noter que le financement du réseau secondaire d'assainissement sera fait par le biais de la Taxe Unique de Raccordement (Règlement relatif aux taxes d'assainissement des eaux L 2 05.21).

La taxe d'équipement est perçue par la FTI.

Débiteur de la taxe d'équipement :

Le débiteur de la taxe est le propriétaire ou le superficiaire du terrain où doit être érigé le projet. Lorsque plusieurs personnes sont propriétaires, elles sont solidairement obligées envers la FTI.

Calcul de la taxe d'équipement :

Le règlement directeur de chaque zone de développement industriel ou d'activités mixtes fixe les modalités de calcul et le paiement des contributions des propriétaires ou superficiaires des terrains aux frais d'aménagement et d'équipement de la zone.

En cas de règlement directeur en cours de réalisation, la taxe d'équipement sera calculée et facturée dès l'adoption de ce dernier.

En cas de réalisation de travaux soumis à autorisation, le propriétaire ou le superficiaire s'engage à verser le montant de la taxe, correspondant à la différence entre le montant de la taxe en vigueur à ce moment dans la zone et le montant de la taxe déjà acquitté.

Date :	Signature du propriétaire / superficiaire